

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION 1854-1855.

Feuilleton des Pétitions.

M. D'OMALIUS D'HALLOY, 1^{er} Rapporteur.

N° 1. — Date de la pétition : 26 octobre 1854.

La veuve Havard, domiciliée à Lillo, demande qu'il soit apporté une modification à la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions, afin que la veuve pensionnée ne perde plus ses droits à la pension par suite d'un mariage subséquent.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 2. Date de la pétition : 16 décembre 1854.

La même renouvelle sa demande.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 3. Date de la pétition : 22 février 1855.

Demande itérative de la même.

Conclusions du Rapport : Ordre du jour.

N° 4. — Date de la pétition : 15 novembre 1854.

Le sieur Forgeois, ancien employé du chemin de fer de l'État, demande itérativement que les motifs de sa destitution soient appréciés par l'autorité judiciaire.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 5. — Date de la pétition : 8 janvier 1855.

Le Conseil administratif de la Société Centrale d'Agriculture de Belgique demande la création d'un institut unique d'enseignement agricole supérieur, auquel pourrait s'adjoindre l'enseignement vétérinaire, ainsi qu'une école d'apprentissage pour la fabrication des instruments aratoires.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

M. DE THUIN, 2^e Rapporteur.

N° 6. — Date de la pétition : 8 novembre 1854.

La commission instituée par le conseil communal de Hasselt demande l'approbation du tracé direct pour le chemin de fer destiné à relier les provinces de Liège et de Limbourg.

Conclusions du Rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

M. le Chevalier BETHUNE, 3^e Rapporteur.

N° 7. — Sans date.

Le Comité central flamand demande que l'enseignement agricole soit donné en langue flamande, dans les provinces flamandes.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 8. — Date de la pétition : 14 janvier 1855.

La Société de littérature flamande à Bruxelles, déclare adhérer à la pétition précédente.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 9. — Date de la pétition : 16 février 1855.

Le conseil communal de Verviers demande l'insertion au *Moniteur* d'une rectification des erreurs commises par M. Schmidt, dans son rapport sur la récolte des engrais des villes, en ce qui concerne la ville de Verviers.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 10. — Date de la pétition : 21 avril 1855.

Le Conseil communal d'Anvers demande que la législature réorganise les conseils de prudhommes et modifie cette institution.

Conclusions du rapport : Renvoi au Ministre de la Justice.

M. le Comte de ROBIANO, 4^e Rapporteur.

N° 11 — Date de la pétition : 8 Août 1854.

Le Conseil Communal de Mons appuie les projets de chemin de fer destinés à relier directement les charbonnages du couchant à la ville de Gand, mais en donnant la préférence à celui des sieurs Hertogs et Hoyoïs, dans le cas où un seulement serait concédé.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 12. — Date de la pétition : 10 janvier 1855.

L'administration communale d'Everbecq, province de Hainaut, demande que parmi les demandes en concession de chemins de fer destinés à relier les charbonnages du couchant de Mons à la ville de Gand, la préférence soit accordée à celle formulée par MM. Moucheron et Delaveleye, concernant un chemin partant de Saint-Ghislain et passant par les cantons de Flobecq et de Nederbrakel.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 13. — Date de la pétition : 24 décembre 1854

Le Conseil communal de Flobecq fait la même demande.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

M. LE COMTE DE RENESSE-BREIDBACH, 5^e Rapporteur.

N° 14. — Date de la pétition : 31 octobre 1854.

La Chambre des avoués près le tribunal civil de Liège réclame une disposition législative consacrant le principe que le magistrat doit se retirer, sous peine de nullité, des sentences et autres actes de justice, chaque fois que l'un de ses parents, à un degré déterminé, sera appelé devant lui à représenter les parties.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 15. — Date de la pétition : 28 novembre 1854.

Le conseil de discipline de l'ordre des avocats près la Cour d'appel de Liège déclare adhérer à cette requête.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 16. — Date de la pétition : 15 mars 1855.

Le sieur Gustave de Patoul de Fieurus, domicilié à Jurbise, demande qu'une loi détermine le bornement de toutes les routes de la Belgique.

Conclusions du rapport : Renvoi de M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 17. — Date de la pétition : 5 avril 1855.

L'administration communale de St.-Trond demande de rendre plus rigoureuses les lois concernant les délits de maraudage et de déférer de nouveaux délits à la connaissance des tribunaux correctionnels.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.